

La réforme de la taxe professionnelle

volet 7 :

Le transfert d'impôts d'État
aux communes et aux EPCI :

- les frais de gestion
de la fiscalité locale
- la TasCom

VOLET 7	
LE TRANSFERT D'IMPOTS D'ETAT AUX COMMUNES ET AUX EPCI	3
L'information des collectivités locales sur les transferts d'impôts [1.2.5. art. 77 LF 2010]	3
La diminution de certains taux correspondant aux frais de dégrèvement et de non-valeurs [art. 1641]	3
- la fixation à 2 % des frais de dégrèvement et de non-valeurs	3
- le maintien à 3,6 % de certains frais de dégrèvement	4
- le maintien du prélèvement sur les cotisations des locaux dont la valeur locative est supérieure à 4.573 euros	4
Le nouveau prélèvement de 1,50 % sur les résidences secondaires	4
La diminution à 1,00 % de certains taux correspondant aux frais d'assiette et de recouvrement	4
L'entrée en vigueur, au 1er janvier 2011, de la diminution des frais de gestion	4
L'application des frais de gestion en sus des impositions locales [art. 1644]	5
Le transfert aux départements du droit budgétaire perçu par l'État sur les mutations immobilières	5
Le transfert de la taxe sur les surfaces commerciales (TasCom) [1.2.4.1. art. 77 LF 2010]	6
- le transfert aux communes, à compter de 2011, de la TasCom	6
- l'affectation de droit de la TasCom aux EPCI levant la fiscalité professionnelle unique ou de zone	6
- la possibilité, pour un EPCI à fiscalité additionnelle, de percevoir la TasCom	6
- la possibilité d'appliquer progressivement un coefficient multiplicateur compris entre 0,8 et 1,2	6
- la fixation à 1,5 % des frais d'assiette et de recouvrement	7
- l'institution de la TasCom	7
- la détermination de la surface de vente prise en compte	7
- le barème de la taxe	7
- les réductions, majorations ou franchises applicables	8
- la date de déclaration et de paiement de la taxe	8
- le fait générateur et l'exigibilité de la taxe	8
- le recouvrement et le contrôle de la taxe et les réclamations	8
- la minoration en 2011 de la compensation de la part salaires pour les EPCI et les communes percevant la TasCom	8
- la majoration de la dotation de compensation d'un EPCI en cas de retrait d'une commune [art. L 5211-28-1 CGCT]	9
- les autres prélèvements possibles sur certaines compensations, voire sur les 4 taxes [art. L. 2334-7 CGCT]	9
Le décret n° 2010-1026 du 31 août 2010	9

LE TRANSFERT D'IMPOTS D'ETAT AUX COMMUNES ET AUX EPCI

- Le volet 7 comporte l'ensemble des transferts d'impôts (ou de frais de gestion sur impôts), perçus antérieurement par l'Etat, vers les collectivités locales, afin de compenser une partie de la suppression de la part « équipements et biens mobiliers » de la taxe professionnelle.
- Ces transferts concernent :
 - une part (environ 2 milliards d'euros) des actuels frais de gestion de la fiscalité directe locale, dont les taux, applicables au montant des impôts locaux perçus, sont en diminution :
 - les frais de dégrèvement et de non-valeurs diminuent de 3,60 % à 2,00 %,
 - les frais d'assiette et de recouvrement diminuent de 4,40 % à 1,00 %.
 Les produits correspondants sont affectés aux EPCI ou aux communes, sauf la part relative aux frais liés à la taxe foncière sur les propriétés bâties (environ 1 milliard d'euros), qui est affectée aux départements. L'une des conséquences du transfert d'une part du produit des frais de gestion aux communautés levant la fiscalité professionnelle unique est que celles-ci percevront de droit une fiscalité mixte.
 - la taxe sur les surfaces commerciales (TasCom), d'un montant total d'environ 620 millions d'euros et affectée :
 - à l'EPCI d'implantation levant la fiscalité professionnelle unique ou de zone (de droit),
 - à l'EPCI à fiscalité additionnelle (sur délibérations concordantes avec la commune concernée),
 - ou à la commune d'implantation (à défaut).
 La particularité de ce transfert est qu'il s'accompagne d'un prélèvement, d'un montant équivalent, sur la dotation de compensation de la part salaires (voire sur d'autres compensations) perçue par la collectivité bénéficiaire.
 - le droit budgétaire perçu par l'Etat sur les mutations immobilières (de 350 à 400 millions d'euros selon les estimations), qui est affecté aux départements,
 - le solde de la taxe sur les conventions d'assurance (TSCA) - environ 2,8 milliards d'euros -, qui est affecté aux départements (taxe non étudiée dans la présente note).
- Le total de ces transferts de recettes fiscales de l'Etat s'élèverait à environ 5,8 milliards d'euros, dont un peu plus de 1,6 au profit des EPCI et des communes.

L'INFORMATION DES COLLECTIVITES LOCALES SUR LA PROVENANCE DE L'ENVELOPPE CORRESPONDANT AUX TRANSFERTS D'IMPOTS

[1.2.5. de l'article 77 de la LF 2010]

- A l'occasion des transferts d'impôts d'Etat vers les collectivités, les services de l'Etat communiquent aux collectivités territoriales l'ensemble des éléments d'information leur permettant d'apprécier précisément l'origine de ces ressources.

☞ L'exposé du sous-amendement correspondant à cette disposition (AN n° 676) précise que « ces informations permettront aux collectivités d'intégrer ces données dans le développement économique du territoire qu'elles gèrent ».

« La loi de finances pour 2008 avait permis, 24 ans après l'établissement de la TP, d'obtenir la liste nominative des entreprises figurant dans les rôles supplémentaires. Il s'agit de ne pas répéter les mêmes erreurs sur les nouvelles taxes... ».

LA DIMINUTION, A COMPTER DE 2011, DE CERTAINS TAUX CORRESPONDANT AUX FRAIS DE DEGREVEMENT ET DE NON-VALEURS

[article 1641 du CGI]

LA FIXATION A 2 % DES FRAIS DE DEGREVEMENT ET DE NON-VALEURS

- [I.A.] En contrepartie des frais de dégrèvement et de non-valeurs qu'il prend à sa charge, l'Etat perçoit 2 % (au lieu de 3,60 % actuellement) du montant des taxes suivantes :
 - [a.] la taxe foncière sur les propriétés bâties,
 - [b.] la taxe foncière sur les propriétés non bâties,

- [c.] la **taxe d'habitation** (due pour les **locaux meublés non affectés à l'habitation principale**),
- [d.] la **cotisation foncière des entreprises**.
- [e.] l'**imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER)**, déterminée dans les conditions prévues aux **articles 1519 D (éoliennes et hydroliennes), 1519 E (centrales nucléaires et thermiques), 1519 F (centrales photovoltaïques ou hydrauliques), 1519 G (transformateurs électriques), 1519 H (antennes-relais), 1519 HA (installation de gaz naturel), 1599 quater A (matériel ferroviaire roulant) et quater A bis (métro) et 1599 quater B (répartiteurs téléphoniques principaux)**,
- [f.] la **taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties** prévue à l'**article 1519-I**.

☞ *Corrélativement, une fraction des frais de gestion (frais de dégrèvements et de non-valeurs, mais également frais d'assiette et de recouvrement - voir ci-dessous -) est transformée en ressources des EPCI, de certaines communes et des départements.*

LE MAINTIEN A 3,6 % DE CERTAINS FRAIS DE DEGREVEMENT

▪ [I.B.1.] En contre partie des **frais de dégrèvement** visés au [A.] l'Etat perçoit **3,60 %** du montant des **taxes** suivantes :

- [a.] la **taxe** pour frais de **chambres d'agriculture**,
- [b.] la **taxe** pour frais de **chambres de commerce et d'industrie**,
- [c.] la **taxe** pour frais de **chambres de métiers et de l'artisanat**,
- [d.] la **taxe d'enlèvement des ordures ménagères**,
- [e.] la **taxe de balayage**.

☞ *En ce qui concerne la taxe d'habitation applicable aux résidences principales, aucune cotisation au titre des frais de dégrèvement et de non-valeur n'est perçue par l'État (comme actuellement).*

▪ [I.B.2.] **Sauf dispositions contraires**, il en est **de même** pour les **contributions** et **taxes** qui sont **établies et recouvrées** comme en matière de **contributions directes** au profit des **collectivités territoriales**, de leurs **EPCI** et de **fonds, établissements ou organismes divers**.

LE MAINTIEN DU PRELEVEMENT SUR LES COTISATIONS DES LOCAUX DONT LA VALEUR LOCATIVE EST SUPERIEURE A 4.573 EUROS

▪ [I.B.3.1°] En **contrepartie** des **dégrèvements** prévus à l'**article 1414 A (plafonnement de la TH en fonction des revenus)**, l'**État** perçoit (comme *antérieurement*) un **prélèvement** assis sur les **valeurs locatives** servant de base à la **taxe d'habitation, diminuées des abattements votés** par la commune en application de l'**article 1411 (abattements facultatifs à la base, abattements de 10 % en faveur de certaines personnes défavorisées)**.

Les **redevables** visés aux **articles 1414 et 1414 A** en sont toutefois **exonérés** pour leur **habitation principale**.

☞ *Il s'agit des redevables exonérés de TH (ex : titulaires de ASPA, AAH ou âgés de plus de 60 ans et exonérés d'IR) et de ceux dégrévés (au titre du plafonnement de la cotisation en fonction de leurs revenus).*

- Le **taux** de ce prélèvement est ainsi **fixé** :
 - [a.] **locaux d'habitation non affectés à l'habitation principale**, dont la **valeur locative** est :
 - **supérieure à 7.622 euros** : **1,70 %**,
 - **comprise entre 4.573 et 7.622 euros** : **1,20 %**,
 - [b.] **autres locaux** dont la **valeur locative** est **supérieure à 4.573 euros** : **0,20 %**.

LE NOUVEAU PRELEVEMENT DE 1,50 % SUR LES RESIDENCES SECONDAIRES

▪ [I.B.3.2°] En contrepartie des **dégrèvements** prévus à l'**article 1414 A**, l'Etat perçoit un (**nouveau**) **prélèvement**, égal à **1,50 %** en sus du montant de la **taxe d'habitation** due pour les **locaux meublés non affectés à l'habitation principale**.

☞ *Ce nouveau prélèvement (en contrepartie des dégrèvements) portera le taux de la cotisation totale payée à l'État au titre d'une résidence secondaire à 4,50% (au lieu de 8,00 % actuellement) du produit de la taxe d'habitation.*

LA DIMINUTION A 1,00 % DE CERTAINS TAUX CORRESPONDANT AUX FRAIS D'ASSIETTE ET DE RECOUVREMENT

- [II.] Pour les **frais d'assiette et de recouvrement**, l'**État** perçoit **1,00 %** (au lieu de **4,40 %** *antérieurement*) du montant des **taxes** suivantes :
 - les **taxes foncières** sur les propriétés bâties ou non bâties,
 - la **taxe d'habitation**, que ce soit au titre d'une résidence principale ou d'une résidence secondaire,

- la **cotisation foncière des entreprises**,
- les différentes composantes de l'IFER citées au [I.A.e.] du présent **article 1641** (*ci-dessus*),
- la **taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties**,
- la **taxe d'habitation** due pour les **locaux meublés** affectés à l'habitation principale.

Le taux est **maintenu** :

- à **4,40 %** pour les **autres taxes** perçues au profit des **collectivités locales** et de leurs **groupements** (T.E.O.M. et taxe de balayage),
- à **5,40 %** pour les **taxes** pour **frais de chambres d'agriculture**, de **chambres de commerce et d'industrie** et de **chambres de métiers et de l'artisanat**.

Les conséquences de la baisse des taux de prélèvement de l'État au titre des frais de dégrèvement et de non-valeurs et des frais de recouvrement et d'assiette			
	taux actuels des prélèvements	taux futurs des prélèvements	coefficient applicable en 2011 au taux communal ou intercommunal correspondant ⁽¹⁾
taxe d'habitation			
résidences principales	4,40 %	1,00 %	1,0340
résidences secondaires	(3,60 % + 4,40 %) 8,00 %	(2,00 % + 1,00 % + 1,50 %) 4,50 %	(1 + <u>3,40</u>) 101
taxes foncières (propriétés non bâties)	(3,60 % + 4,40 %) 8,00 %	(2,00 % + 1,00 %) (3,00 %)	1,0485 (1 + <u>5,00</u>) 103
taxe professionnelle / cotisation foncière des entreprises	(3,60 % + 4,40 %) 8,00 %	(2,00 % + 1,00 %) 3,00 %	0,8807 (0,84 x 1,0485) ⁽²⁾

(1) voir les modalités de calcul des **taux de référence** 2010 dans le **volet 7**.

(2) le coefficient de **0,84** correspond à la **suppression** de l'**abattement à la base de 16 %** applicable à la TP.

☞ Selon les chiffres annoncés, la majoration des taux applicables aux différentes taxes correspondrait à un produit total de 2 milliards d'euros (dont environ 1 milliard, correspondant aux frais relatifs à la taxe foncière sur les propriétés bâties, affecté par l'AN aux départements).

En ce qui concerne la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, les frais d'assiette et de recouvrement n'y sont pas ajoutés. L'État reverse la CVAE, déduction faite d'une fraction de 1 %.

L'ENTREE EN VIGUEUR, AU 1^{ER} JANVIER 2011, DE LA DIMINUTION DES FRAIS DE GESTION

- Les **diminutions** des taux des **frais de dégrèvement et de non-valeurs** et des **frais d'assiette et de recouvrement** entrent en vigueur à compter du **1^{er} janvier 2011**.

L'APPLICATION DES FRAIS DE GESTION EN SUS DES IMPOSITIONS LOCALES

[article 1644 du CGI]

- Les **sommes à percevoir par l'État** en vertu de l'**article 1641** sont **ajoutées** au produit des **impositions directes** devant revenir aux collectivités locales et organismes divers.

LE TRANSFERT AUX DEPARTEMENTS DU DROIT BUDGETAIRE PERÇU PAR L'ÉTAT SUR LES MUTATIONS IMMOBILIERES

[articles 678, 676 bis, 742, 844, 1020, 1584, 1584 D, 1594 D, F *quinquies* et *sexies*, 1595 bis et 1647 du CGI]

- L'**article 678** du CGI, relatif au **droit budgétaire** perçu par l'Etat sur les **mutations immobilières** est **supprimé** à compter du **1^{er} janvier 2011**.

☞ Cette disposition prévoyait que, lorsqu'ils ne sont ni exonérés, ni tarifés par un autre article du CGI, les décisions judiciaires et les actes qui contiennent des dispositions sujettes à publicité foncière visées à l'article 677 sont soumis à une imposition proportionnelle au taux de 0,60 %.

- Ainsi, les **taux relatifs aux droits de mutation à titre onéreux (DMTO)** perçus par les **départements** sont **relevés**, afin d'atteindre un **montant supplémentaire de DMTO** de l'ordre de **350 à 400 millions d'euros**, selon les estimations.

☞ *Initialement, le transfert devait se faire vers les communes. Mais, compte tenu du prélèvement sur la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises au profit des EPCI, ce sont les départements qui bénéficient de ce transfert.*

**LE TRANSFERT, DE DROIT, DE LA TAXE SUR LES SURFACES COMMERCIALES (TASCOM)
AUX EPCI LEVANT LA FISCALITE PROFESSIONNELLE UNIQUE OU DE ZONE OU, A DEFAUT, AUX COMMUNES D'IMPLANTATION**

[1.2.4.1. de l'article 77 de la LF 2010]

- **La commission mixte paritaire a rétabli le transfert aux EPCI ou aux communes d'implantation de la taxe sur les surfaces commerciales (TasCom), antérieurement perçue par l'Etat (pour un montant d'environ 620 millions d'euros), en vertu de loi n° 72-657 du 13 juillet 1972.**
Toutefois, les EPCI ou communes bénéficiaires verront le montant de leur dotation de compensation de la suppression de la part salaires diminué en 2011 (en fait, à partir de 2011), d'un montant égal à celui de la TasCom perçu par l'Etat sur leur territoire en 2010.

LE TRANSFERT AUX COMMUNES, A COMPTER DE 2011, DE LA TASCOM

- A compter du **1^{er} janvier 2011**, la **taxe sur les surfaces commerciales (TasCom)** prévue à l'**article 3** de la **loi n° 72-657** du 13 juillet 1972 (instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés) est **perçue** au profit de la **commune** sur le territoire de laquelle est situé l'**établissement imposable**.

L'AFFECTATION DE DROIT DE LA TASCOM AUX EPCI LEVANT LA FISCALITE PROFESSIONNELLE UNIQUE OU DE ZONE

- Les **EPCI** faisant application de l'**article 1609 nonies C** (*ceux levant fiscalité professionnelle unique*) sont **substitués** aux **communes membres** pour :
 - l'application des **dispositions** relatives à la **TasCom**,
 - et la **perception** de celle-ci.
- Les **EPCI** faisant application du **[I.]** de l'**article 1609 quinquies C** (*ceux levant la fiscalité professionnelle de zone*) sont **substitués** aux **communes membres** pour :
 - l'application des **dispositions** relatives à la **TasCom** acquittée par les établissements situés dans les **zones d'activités économiques**,
 - et pour la **perception** de son produit.

Il s'agit :

- des **communautés urbaines** ayant opté pour la **TP de zone** avant la **publication** de la **loi n° 99-586** du 12 juillet 1999,
- des **communautés de communes** de **moins de 500.001 habitants** ayant créé, créant ou gérant une **zone d'activités économiques**,
- des **communautés de communes créées** (ou issues de la transformation d'un EPCI préexistant) à **compter** de la **publication** de la **loi n° 99-586**, à condition :
 - qu'elles comptent **moins de 50.000 habitants**,
 - que la ou les **communes centres** aient une **population inférieure à 15.000 habitants**.
- des **communautés de communes** issues de **districts** ayant opté pour la **TP de zone**.

LA POSSIBILITE, POUR UN EPCI A FISCALITE ADDITIONNELLE, DE PERCEVOIR LA TASCOM

- DEL** ▪ Les **EPCI** ne levant **pas** la **fiscalité professionnelle unique** peuvent se **substituer** à leurs **communes membres**, sur **délibérations concordantes** de l'EPCI et des **communes concernées** prises dans les **conditions** prévues au **[I.]** de l'**article 1639 A bis** (*avant le 1^{er} octobre d'une année, pour une application à compter de l'année suivante*).

LA POSSIBILITE D'APPLIQUER PROGRESSIVEMENT UN COEFFICIENT MULTIPLICATEUR COMPRIS ENTRE 0,8 ET 1,2

- DEL** ▪ L'**organe délibérant** de l'EPCI ou, à défaut, le **conseil municipal** de la **commune** affectataire de la taxe **peut**, pour la **1^{ère} fois** au titre de la **taxe** due en **2012**, **appliquer** aux **montants** de la taxe (calculés conformément à l'**article 3** de la **loi n° 72-657** du 13 juillet 1972) un **coefficient multiplicateur** :
- compris **entre 0,8 et 1,2**,
 - et ne comportant que **2 décimales** (*ex : 0,85 ou 1,15*).

☞ *Pour une application en 2012, la délibération doit être prise avant le 1^{er} octobre 2011 (et transmise aux services fiscaux avant le 16 octobre 2011).*

- Ce **coefficient** ne peut **pas**, au titre de la **1^{ère} année** pour laquelle cette **faculté** est **exercée** :
 - être **inférieur à 0,95**,
 - **ni supérieur à 1,05**.

Il ne peut ensuite **pas varier de plus de 0,05** chaque année.

☞ Pour une application en 2011, la *Cette limitation de l'évolution du coefficient n'était pas prévue initialement, dans le texte voté par l'Assemblée nationale.*

LA FIXATION A 1,5 % DES FRAIS D'ASSIETTE ET DE RECOUVREMENT

- Pour les **frais d'assiette et de recouvrement**, l'**Etat** effectue un **prélèvement** de **1,5 %** sur le **montant** de la **TasCom**.
 - ☞ *Compte tenu de la rédaction du texte, le produit de la taxe perçue par les collectivités devrait être amputé d'un montant correspondant à ces 1,5 %.*

L'INSTITUTION DE LA TASCOM [article 3 de la loi n° 72-657]

- Il est institué une **taxe sur les surfaces commerciales**, assise sur la **surface de vente** des **magasins de commerce de détail**, dès lors qu'elle dépasse **400 mètres carrés**, des établissements ouverts à partir du **1^{er} janvier 1960**, quelle que soit la forme juridique de l'entreprise qui les exploite.
- Toutefois, le **seuil de superficie** de **400 m²** ne s'applique **pas** aux **établissements** :
 - **contrôlés** (directement ou indirectement) par une **même personne**,
 - et **exploités** sous une **même enseigne commerciale**, lorsque la **surface de vente cumulée** de l'ensemble de ces établissements excède **4.000 m²**.

LA DETERMINATION DE LA SURFACE DE VENTE PRISE EN COMPTE

- La **surface de vente**, prise en compte pour le **calcul** de cette **taxe**, et celle visée aux **articles L.752-1 et 2** du **Code du commerce**, s'entendent des **espaces affectés** :
 - à la **circulation** de la **clientèle** pour effectuer ses **achats**,
 - à l'**exposition** des **marchandises** proposées à la **vente**, à leur **paiement**,
 - à la **circulation** du **personnel** pour **présenter** les **marchandises** à la vente.
- La **surface de vente** des **magasins de commerce** de détail prise pour le **calcul** de la **taxe** ne comprend que la **partie close et couverte** de ces magasins.
- Les **établissements** situés à l'intérieur des **zones urbaines sensibles (ZUS)** bénéficient d'une **franchise** de **1.500 euros** sur le montant de la **taxe** dont ils sont redevables.
- Si ces **établissements** (à l'**exception** de ceux dont l'**activité principale** est la **vente** ou la **réparation de véhicules automobiles**) ont également une activité de **vente au détail** de **carburants**, l'**assiette** de la **taxe** comprend en outre une **surface calculée forfaitairement**, en fonction du **nombre** de **positions de ravitaillement**, dans la **limite** de **70 mètres carrés** par **position de ravitaillement**.

Un **décret** en Conseil d'Etat **fixe** la **surface forfaitaire** entre **35 et 70 mètres carrés** par **position de ravitaillement**.

LE BAREME DE LA TAXE

- Pour les **établissements** dont le **chiffre d'affaires (CA)** au **mètre carré** est **inférieur à 3.000 euros**, le **taux** de la **taxe** est de **5,74 euros** au **mètre carré** de **surface** (définie à l'**article 1532** ci-dessus).

Pour les établissements dont le **CA** est supérieur à **12.000 euros**, le **taux** est fixé à **34,12 euros**.

- A l'**exclusion** des **établissements** qui ont pour **activité principale** la **vente** ou **réparation de véhicules automobiles**, ces **taux** sont **respectivement** portés à **8,32 euros** (*soit + 45 %*) ou **35,70 euros** (*soit + 4,63 %*) lorsque, sur un **même site** (ou au sein d'un **ensemble commercial** - au sens de l'**article L.752-3** du **Code de commerce** -) :
 - l'**établissement** a également une **activité de vente au détail** de **carburants**,
 - ou l'**établissement** **contrôle** (directement ou indirectement) une **installation de distribution au détail** de **carburants**,
 - ou l'**établissement** et une **installation de distribution au détail** de **carburants** sont **contrôlés** (directement ou indirectement) par une **même personne**.

chiffre d'affaires annuel par mètre carré	établissement ne vendant pas de carburants	établissement vendant des carburants (à l'exception de ceux dont l'activité principale est la vente ou la réparation de véhicules automobiles), sur un même site ou au sein d'un ensemble commercial
inférieur à 3.000 €	5,74 € / m ²	8,32 € / m ²
supérieur à 12.000 €	34,12 € / m ²	35,70 € / m ²
entre 3.000 € et 12.000 €	5,74 € / m ² + [(CA au m ² - 3.000) x 0,00315]	8,32 € / m ² + [(CA au m ² - 3.000) x 0,00304]

LES REDUCTIONS, MAJORATIONS OU FRANCHISES APPLICABLES

- Un **décret** en Conseil d'Etat prévoit, par rapport aux **taux** ci-dessus, des **réductions** :
 - pour les **professions** dont l'exercice requiert des **superficies de vente anormalement élevées** (*ex : ameublement, matériel agricole, matériel de construction*),
 - ou, en fonction de leur **chiffre d'affaires au mètre carré**, pour les **établissements** dont la **surface des locaux de vente au détail** est **comprise entre 400 et 600 mètres carrés**.

Le **montant** de la taxe est **majoré de 30 %** pour les **établissements** dont :

- la **superficie** est **supérieure à 5.000 mètres carrés**,
- et dont le **chiffre d'affaires annuel** hors taxes est **supérieur à 3.000 euros par mètre carré**.
- La **taxe** ne s'applique **pas** aux **établissements** dont le **chiffre d'affaires** annuel est **inférieur à 460.000 euros**.
- Les **dispositions** prévues à l'**article L.6515** du **code de la sécurité sociale** sont **applicables** pour la **détermination** du **CA imposable**.

☞ *Cet article concerne les modalités de calcul de la contribution sociale de solidarité à la charge des sociétés.*

- Les **mêmes taxes** frappent :
 - les **coopératives de consommation**,
 - les **coopératives d'entreprises privées ou nationalisées**,
 - et les **coopératives d'entreprises publiques**.

LA DATE DE DECLARATION ET DE PAIEMENT DE LA TAXE

[article 4 de la loi n° 72-657]

- La **taxe** est **déclarée** et **payée avant le 15 juin** de l'**année** au titre de laquelle elle est **due**.

LE FAIT GENERATEUR ET L'EXIGIBILITE DE LA TAXE

[article 6 de la loi n° 72-657]

- La **taxe** est **due** par l'**exploitant** de l'**établissement**.

Le **fait générateur** de la **taxe** est constitué par l'**existence** de l'**établissement** au **1^{er} janvier** de l'**année** au titre de laquelle elle est **due**.

La **taxe** est **exigible** le **15 mai** de la même année.

LE RECOUVREMENT ET LE CONTROLE DE LA TAXE ET LES RECLAMATIONS

[article 7 de la loi n° 72-657]

- La **taxe** est **recouvrée** et **contrôlée** selon les **mêmes procédures** et sous les **mêmes sanctions, garanties et privilèges** que la **taxe sur la valeur ajoutée**.

Les **réclamations** sont **présentées, instruites** et **jugées** selon les **règles** à cette même taxe (**TVA**).

LA MINORATION, EN 2011, DE LA COMPENSATION DE LA PART SALAIRES POUR LES EPCI ET LES COMMUNES PERCEVANT LA TASCOM

[1.2.4.2. de l'article 77 de la LF 2010]

- Le **montant** de la **compensation** prévue au **[D.]** de l'**article 44** de la **LF 1999** (*compensation de la suppression de la part salaires incluse dans la dotation forfaitaire des communes*) ou de la **dotation de compensation** prévue à l'**article L.5211-28-1** du **CGCT** (*attribuée aux EPCI*) est **diminué** en **2011** d'un **montant égal**, pour chaque **commune** ou **EPCI**, au **produit** de la **TasCom** perçu par l'**Etat** en **2010** sur le **territoire** concerné.

☞ Ainsi, le transfert de la TasCom ne correspondra pas à une recette nouvelle pour la collectivité bénéficiaire, dans la mesure où celle-ci subira une baisse équivalente du montant de sa compensation correspondant à la suppression de la part salaires (voire certaines autres compensations ou de ses 4 taxes).

Cette disposition n'était pas prévue dans le texte voté par l'Assemblée nationale, non repris par le Sénat.

C'est un amendement déposé en commission mixte paritaire par les rapporteurs des commissions des finances de l'AN et du Sénat qui a prévu cette diminution de recettes.

Les articles L.2334-7 et L.5211-28-1 du CGCT sont complétés afin de tenir compte des minorations de recettes des collectivités concernées. Ainsi, l'article L.2334-7 est complété par l'alinéa suivant.

**LA MAJORATION DE LA DOTATION DE COMPENSATION D'UN EPCI
EN CAS DE RETRAIT D'UNE COMMUNE DISPOSANT SUR SON TERRITOIRE DE SURFACES COMMERCIALES**

[dernier alinéa de l'article L.5211-28-1 du CGCT]

▪ En cas de **retrait de communes**, la **dotation de compensation** du groupement est **majorée**, le cas échéant, en fonction de la **part du prélèvement subi** par celui-ci en application du **dernier alinéa** du **L. 2334-7 du CGCT** et **calculé** selon les **modalités** prévues au **[1. 2. 4. 2]** de l'article 77 de la LF 2010.

LES AUTRES PRELEVEMENTS POSSIBLES SUR CERTAINES COMPENSATIONS, VOIRE SUR LES 4 TAXES

[dernier alinéa de l'article L.2334-7 du CGCT]

▪ Pour les **communes** et **EPCI à fiscalité propre**, lorsque le **montant** de la **compensation** prévue à l'article 44 D de la LF 1999 ou à l'article L.5211-28-1 du CGCT (*dotations de compensation de la suppression de la part salaires*) est, en 2011, **inférieur** au montant de la **diminution** au titre de la **TasCom**, le **solde** est **prélevé**, au profit du **budget de l'Etat** :

- prioritairement, sur le **montant** correspondant aux **montants antérieurement perçus** au titre du **[II.2° bis]** de l'article 1648 B du CGI (dans sa rédaction antérieure à la LF 2004),
- et enfin sur le produit de la **TFB**, de la **TFNB**, de la **TH** et de la **CET** perçu au profit de ces **communes** et **EPCI**.

☞ *Les montants antérieurement perçus au titre du [II.2° bis] de l'ancien article 1648 B correspondent aux compensations des baisses de DCTP subies :*

- soit par les communes qui étaient éligibles en 1998 à la DSU ou à la 1^{ère} fraction de la DSR,
- soit par leurs groupements, si une commune au moins de ceux-ci répond aux conditions précitées,
- soit par les communes éligibles en 1998 à la seconde fraction de la DSR et dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur à 90 % du PF moyen par habitant des communes appartenant au même groupe démographique.

Ces compensations étaient versées par le fonds national de péréquation de la taxe professionnelle (FNPTP).

En 2003, les crédits correspondants s'élevaient à 188 millions d'euros.

☞ Par ailleurs, la TasCom « intercommunale » ou « communale » sera recouvrée par les services de la Direction générale des finances publiques (DGFIP), et non plus par la Caisse nationale du régime social des indépendants (CNRSI).

C'est pourquoi les modalités déclaratives ont été adaptées (voir ci-dessous les dispositions du décret n° 2010-1026 du 31 août 2010, modifiant le décret n° 95-85 du 26 janvier 1995).

**LE DECRET N° 2010-1026 DU 31 AOUT 2010 RELATIF A LA TAXE SUR LES SURFACES COMMERCIALES,
MODIFIANT LE DECRET N° 95-85 DU 26 JANVIER 1995 RELATIF A LA TAXE D'AIDE AU COMMERCE ET A L'ARTISANAT**

☞ *A la suite du transfert du recouvrement et du contrôle de la taxe sur les surfaces commerciales à la direction générale des finances publiques (DGFIP) par la loi de finances pour 2010, le présent décret prévoit les nouvelles modalités déclaratives de cette taxe.*

Il modifie en ce sens le décret n° 95-85 du 26 janvier 1995 relatif à la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat, dont le titre est modifié afin de prendre en compte la nouvelle dénomination de la taxe.

Le décret précise que la taxe est déclarée annuellement par les redevables au service des impôts des entreprises du lieu où se situe l'établissement concerné.

En outre, les personnes qui contrôlent directement ou indirectement des établissements exploités sous la même enseigne commerciale, lorsque leur surface excède 4 000 m², communiquent chaque année les éléments nécessaires au calcul de la taxe due pour chaque établissement.

Le décret fixe les conditions dans lesquelles les services de la DGFIP sont informés des décisions des collectivités relatives au coefficient multiplicateur applicable au montant de la taxe.

LA DECLARATION A EFFECTUER PAR LES REDEVABLES DE LA TAXE

[article 4]

- Les **redevables** de la taxe **déclarent annuellement**, sur un **imprimé** conforme au modèle prescrit par la direction générale des finances publiques, au **service des impôts des entreprises** du lieu où se situe l'établissement concerné :
 - le **montant du chiffre d'affaires annuel hors taxes** réalisé,
 - la **surface des locaux** destinés à la vente au détail et le secteur d'activité qui les concerne,
 - la **date** à laquelle l'**établissement** a été **ouvert**,
 - le **nombre de positions de ravitaillement**,
 - le **taux appliqué**, ainsi que le **montant de la taxe due**.
- Lorsque l'**établissement** est **situé sur plusieurs communes**, les redevables doivent également préciser la **surface de vente au détail** et, le cas échéant, le **nombre de positions de ravitaillement** en carburant exploités sur le territoire de chaque commune.
- Les **personnes** mentionnées au **2^{ème} alinéa** de l'**article 3** de la **loi n° 72-657** du 13 juillet 1972 susvisée, qui **contrôlent** directement ou indirectement des établissements exploités sous une **même enseigne commerciale**, lorsque la **surface de vente cumulée** de l'**ensemble** de ces **établissements excède 4 000 mètres carrés**, **communiquent chaque année au plus tard le deuxième jour ouvré suivant le 1er mai**, au service des impôts des entreprises dont elles dépendent, les **éléments nécessaires** au calcul de la **taxe due pour chaque établissement**.

L'INFORMATION DES SERVICES FISCAUX, AVANT LE 16 OCTOBRE, DES DECISIONS RELATIVES AU COEFFICIENT MULTIPLICATEUR

[article 5]

- Pour l'application du **5^{ème} alinéa** du **[1.2.4.1]** de l'**article 77** de la **LF 2010**, les **EPCI** ou les **communes affectataires** de la taxe **font connaître aux services fiscaux** compétents, dans les conditions prévues au **[I.]** de l'**article 1639 A bis** du CGI, leurs **décisions** relatives au **coefficient multiplicateur** du montant de la taxe, pour que celui-ci soit **applicable à la taxe due au titre de l'année suivante**.
- Les **décisions** ainsi communiquées **demeurent applicables** tant qu'elles ne sont **pas rapportées ou modifiées** par une **nouvelle décision** prise dans les **conditions** prévues au **[I.]** de l'**article 1639 A bis** du CGI.

☞ *L'article 5 bis du décret n° 95-85 est abrogé.*

L'ATTESTATION A FOURNIR EN CAS D'EXTENSION

[article R. 752-10 du code de commerce]

- En cas d'**extension**, la **demande** est **accompagnée**, le cas échéant, d'une **attestation délivrée** par le **service des impôts des entreprises** dont dépend l'établissement :
 - reprenant les **éléments contenus** dans la **plus récente déclaration annuelle** établie au titre de l'**article 4** de la **loi du 13 juillet 1972** instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés,et, si l'**établissement** est **redevable** de la **taxe sur les surfaces commerciales**, indiquant s'il est à **jour de ses paiements**